

Nîmes, le **26 MAI 2023**

Cellule Carrières

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTE PRÉFECTORAL N° 2023- 029 DREAL

Prescrivant la réalisation d'une tierce expertise concernant l'état de stabilité générale de la carrière exploitée par la société GONTERO GRANULATS située aux lieux-dits « Les Euzières », « Pesade » et « Plan du bonjour » sur les communes de St Génès de Comolas et Roquemaure

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement, notamment son article L.181-13;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral CM/94/77/CP du 4 août 1994 autorisant l'exploitation de la carrière sur les communes de St Génès de Comolas et Roquemaure ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°19-037-DREAL du 2 octobre 2019 complémentaire à l'arrêté préfectoral du 4 août 1994 référencé CM/94/77/CP relatif aux modifications des conditions d'exploitation et des garanties financières de la carrière à ciel ouvert de calcaire et de sable situées sur les communes de St Génès de Comolas au lieu-dit « Les Euzières » et Roquemaure aux lieux-dits « Pesade » et « Plan du bonjour » ;
- Vu le porter à connaissance déposé le 20 janvier 2023 ;
- Vu la visite d'inspection réalisée le 5 octobre 2022 ;
- Vu Le rapport de l'inspection des installations classées du 29 mars 2023 adressé à l'exploitant au titre du contradictoire en date du 17 avril 2023 ;
- Vu La réponse en date du 2 mai 2023 apportée par l'exploitant ;

Considérant que la carrière a subi au cours des périodes d'exploitation quinquennales précédentes plusieurs incidents qui ont occasionné des instabilités, éboulements, pertes d'intégrité engendrant des dégâts et des reprises de la structure voire des interdictions d'exploiter certaines zones ;

Considérant que la carrière a été exploitée par dérogation avec des fronts d'une hauteur de 30 m ;

Considérant que différentes études techniques présentées par GEOTEC et vérifiées par le BRGM notamment, ont été réalisées afin de définir un profil d'exploitation fixant des conditions pour l'approfondissement de l'extraction à la côte 40 mNGF ;

Considérant que le porter à connaissance présenté par l'exploitant dans son courrier du 28 mars 2019 visant à demander l'approfondissement à la côte 40 mNGF propose des conditions de mise en place d'une surveillance et de moyens de sécurisation pour la réalisation de ces travaux ;

Considérant que ces propositions ont été reprises dans les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2019 susvisé pour permettre l'exploitation à la côte 40 ;

Considérant que les rapports de surveillance semestriels du bureau d'étude GEOTEC établis à la suite de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2019 susvisé font état d'instabilité sur la situation des fronts de la carrière sans que des mesures de traitement ne soient proposées ;

Considérant que le rapport de la visite d'inspection réalisée le 5 octobre 2022 établit l'absence du merlon tel que défini dans les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2019, notamment au niveau de la zone jugée instable à la côte 115 pouvant être à l'origine de chute de pierres jusqu'au carreau de la carrière actuellement à la côte 55 ;

Considérant que parmi les mesures de surveillance proposées par l'exploitant dans sa demande du 28 mars 2019 pour exploiter la côte 40, une dizaine de fissuromètres devaient être installés ;

Considérant que par un courrier du 28 juillet 2020, l'exploitant a présenté une note de GEOTEC indiquant que le dispositif concernant l'implantation des fissuromètres n'était pas nécessaire et qu'il demandait de l'abandonner, cette demande n'a fait l'objet d'aucun accord par l'inspection des installations classées ;

Considérant que lors de l'inspection du 5 octobre 2022, l'exploitant a confirmé l'absence de la mise en place de ce dispositif ;

Considérant qu'au regard de l'état général des fronts de la carrière, des manquements constatés sur la mise en place de mesures prescrites par l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2019, les affirmations de maîtrise de son exploitation et de la situation de l'état de la carrière sont réitérées par l'exploitant au fil de la remise des rapports de surveillance mettant en évidence des instabilités ;

Considérant que l'exploitant a déposé le 20 janvier 2023 un porter à connaissance demandant la modification des dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2019 ;

Considérant que le contenu du porter à connaissance du 20 janvier 2023 ne justifie pas l'atteinte d'un objectif de prévention pour la stabilité de la carrière équivalent à la mise en œuvre des dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2019 ;

Considérant les prescriptions de l'article L.181-13 du code de l'environnement qui stipule :
« Lorsque le projet présente des dangers ou inconvénients d'une importance particulière, l'autorité administrative compétente peut, tant lors de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale que postérieurement à sa délivrance, demander une tierce expertise afin de procéder à l'analyse d'éléments du dossier nécessitant des vérifications particulières.
Cette tierce expertise est effectuée par un organisme extérieur choisi en accord avec l'administration par le pétitionnaire aux frais de celui-ci » ;

Considérant qu'il est nécessaire de disposer d'une tierce expertise pour permettre l'instruction du porter à connaissance du 20 janvier 2023 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} :

La société GONTERO GRANULATS dont le siège social est implanté 2 Bd Edouard Herriot BP 50030 13500 Martigues, exploitant la carrière située aux lieux-dits « Les Euzières », « Pesade » et « Plan du bonjour » sur les communes de St Geniès de Comolas et Roquemaure est tenue de faire réaliser une tierce expertise du porté à connaissance du 20 janvier 2023 relatif à l'état de stabilité générale de la carrière, à partir des dispositions portant sur la sécurisation des fronts, prescrites à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-037-DREAL du 2 octobre 2019 susvisé et des différents rapports de suivi et de surveillance réalisés.

Article 2 :

Le tiers expert et les personnes à qui il confie l'exécution de tâches en relation avec la tierce expertise doivent être indépendants de l'exploitant et de tout prestataire ayant réalisé une activité en lien avec l'exploitation de la carrière.

Le tiers expert doit s'engager à respecter les conditions de réalisation de la tierce expertise et les délais fixés par le présent arrêté.

Avant désignation du tiers expert, l'exploitant présente sous 15 jours à l'inspection des installations classées le résultat de ses consultations et indique le tiers expert qu'il compte retenir en justifiant des éléments mentionnés ci-dessus et concernant sa qualité d'expert, son indépendance (engagement de l'expert), et sa capacité à respecter les conditions de réalisation de la tierce expertise.

L'exploitant doit engager toutes les actions nécessaires pour vérifier et faire respecter ces exigences. Le choix de l'organisme extérieur réalisant cette tierce expertise est validé après approbation de l'administration.

Article 3 :

La tierce expertise doit :

- préciser l'état des parois des fronts Ouest et Sud, en proposant des éventuels travaux de sécurisation à prévoir ;
- conclure sur la mise en place de l'ensemble des instruments de surveillance et de mesure prescrits à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-037-DREAL du 2 octobre 2019 susvisé, en proposant le cas échéant des dispositions d'efficacité au moins équivalentes ;
- conclure sur la stabilité générale de la structure des fronts Sud et Nord et sur la pertinence de poursuivre l'approfondissement du creusement à la côte 40 mNGF ;
- conclure sur les opérations de remise en état ou de mise en sécurité minimales nécessaires en vue de l'arrêt possible de l'activité d'extraction de la carrière au terme de la validité de l'autorisation administrative du 4 août 1994 ;
- s'appuyer sur des éléments tangibles, vérifiables ou démontrables.

Article 4 :

Le rapport d'expertise rédigé en français doit être de nature à permettre à l'exploitant et à l'administration d'en apprécier pleinement son contenu et de pouvoir faire usage de ses conclusions sans équivoque.

Les recommandations seront hiérarchisées.

Il doit au moins comporter les éléments suivants :

- le nom du ou des experts ayant participé à l'expertise ;
- les informations générales relatives à la tierce expertise (objet, date, identification de l'exploitant et de l'équipe de tiers experts, liste des documents examinés, champ de la tierce expertise) ;
- les références bibliographiques ;
- les outils logiciels utilisés ;
- les limites de la tierce expertise ;
- le positionnement de l'exploitant par rapport aux pratiques de la profession ;
- les échanges techniques avec l'exploitant et ses prestataires, et les éventuelles réticences ou difficultés rencontrées ;
- les points d'accord ou de désaccord sur les recommandations proposées ;
- la formulation claire de l'avis du tiers expert pour chaque point technique, ainsi que ses recommandations.

Article 5 :

Cette tierce expertise aux frais de l'exploitant est réalisée dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté. Elle est transmise au service des installations classées dès sa finalisation, dans le respect du délai susmentionné

Une réunion de restitution de la tierce expertise peut être organisée à la demande de l'inspection des installations classées en présence de l'exploitant et du tiers expert.

Article 6 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 8 : Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est affiché en mairies de Roquemaure et St Geniès de Comolas dans les conditions prévues au 2e de l'article R.181-44 du code de l'environnement et publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques - Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 9 : Exécution

La Préfète du Gard,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
les Maires des communes de Roquemaure et St Geniès de Comolas,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est notifiée administrativement ainsi qu'au pétitionnaire.

La préfète

Pour la préfète,
Le secrétaire général


Frédéric LOISEAU

